

Monoculture d'exportation et développement agricole durable : cas de la banane en Guadeloupe

Michel Dulcire, Philippe Cattan

Une situation de crise

Aujourd'hui, le paysage de la partie sud de l'île de Basse-Terre en Guadeloupe est profondément marqué par la présence de la banane, qui occupe 5 000 des 8 300 hectares de surface agricole utile (SAU) que compte le « croissant bananier » (figure 1). Les revenus agricoles, l'investissement, l'organisation du travail, les emplois, les aides à la production sont en grande partie liés à la culture bananière qui représente par ailleurs la moitié des exportations de l'île. Mais la banane guadeloupéenne est en situation de crise. Tout en reconnaissant les efforts effectués, notamment dans le domaine de la qualité du fruit, différents analystes [1-5] égrènent les problèmes rencontrés par la profession : endettement important ; fin programmée des tarifs et quotas européens préférentiels ; maîtrise technique inégale ; arrivée prévisible de la cerisier noire ; schéma technique à hauts niveaux d'intrants (pesticides, engrais) suscitant de fortes craintes environnementales associées à la toxicité de ces produits [6] ; récentes pollutions médiatisées des eaux de certains captages

en Basse-Terre, dans lesquelles les techniques culturales de la banane ont été mises en cause [7, 8] ; monoculture favorisant la prolifération de parasites telluriques et aériens ainsi que la diminution de la fertilité physicochimique des sols [9]. Compte tenu des rendements moyens obtenus (18 à 20 t/ha pour un potentiel de 50 à 60 t/ha), l'ensemble de ces conditions ne permet pas aux agriculteurs de garantir la viabilité économique de leur unité ni sa transmissibilité affectée par le surendettement, ni de répondre aux attentes sociétales sur le cadre de vie.

Face à cette situation de crise, les solutions avancées restent techniques et se situent, pour la plupart au sein de la filière (en regard de ses contributions à l'emploi et à la balance des exportations) et non dans le contexte global des exploitations agricoles : segmentation du marché pour amortir la concurrence de la banane « dollar » [10], services d'appui aux planteurs, équipement et désendettement des planteurs. Si ces approches sont nécessaires, elles ne répondent pas entièrement à l'évolution de la demande sociétale, dont l'exigence de développement durable relayée par la loi d'Orientation agricole (LOA) [11] assigne plusieurs objectifs à l'évolution des systèmes de production : viabilité économique, gestion renouvelable de l'écosystème, transmissibilité des exploitations [12], autonomie et contribution au développement local.

Le manque de données précises sur les impacts environnementaux des systèmes de culture bananiers [13], la méconnaissance du fonctionnement des exploitations et des objectifs des agriculteurs, mais aussi la difficulté d'appréhender le

contexte de la production agricole dans son ensemble (attente des opérateurs économiques, écoulement des produits, demandes sociétale et institutionnelle) ralentissent l'élaboration de propositions globales et rendent nécessaire de compléter en ce sens les diagnostics de filières existantes afin de permettre aux unités de s'inscrire pleinement dans le cadre législatif français (encadré 1).



Figure 1. La sole bananière de la Basse-Terre en Guadeloupe (d'après [2]).

Figure 1. The banana-growing region in Basse-Terre Island of Guadeloupe (from [2]).

M. Dulcire : Cirad, TA 60/15, 73, avenue Jean-François Breton, 34398 Montpellier Cedex 5.

P. Cattan : Cirad, station de Neufchâteau-Sainte-Marie, 97130 Capesterre-Belle-Eau.

Tirés à part : M. Dulcire

Thèmes : Systèmes agraires ; Économie et Sociologie rurale ; Politique agricole.

Encadré 1

Le développement durable dans les lois françaises

LOA : la politique agricole prend en compte les fonctions économique, sociale et environnementale de l'agriculture et participe à l'aménagement durable du territoire, en vue d'un développement durable. Les CTE (*encadré 2*) en sont l'outil majeur.

LADT : au sein d'un ensemble européen cohérent et solidaire, la politique nationale d'aménagement et de développement durable du territoire permet un développement équilibré de l'ensemble du territoire national alliant le progrès social, l'efficacité économique et la protection de l'environnement.

L'article contribue à ce « regard nouveau » sur l'agriculture bananière auquel appelle la LOA et propose une première lecture de la diversité des systèmes de production, de leur insertion territoriale en zone bananière et des modalités de leur contribution au développement durable. Cette étape préliminaire de recherche établit aussi que la confrontation de ces éléments et de la représentation qu'en ont les acteurs permet de mieux s'interroger sur le contenu des options d'agriculteurs et de bâtir des options différenciées selon le type d'exploitation.

Dispositif et méthodes : un bassin d'animation

Les résultats utilisés sont ceux d'une première année de fonctionnement d'un

projet de recherche qui vise à préciser les impacts environnementaux, économiques et sociaux de l'agriculture de la zone, avec le souci opérationnel d'inscrire les unités de production dans le dispositif incitatif des contrats territoriaux d'exploitation (CTE) (*encadré 2*). Son originalité est de conjuguer des approches biophysiques, agronomiques et économiques, à différentes échelles emboîtées, de la parcelle au bassin versant, dans un objectif de compréhension mais aussi d'accompagnement [14] des changements pour un développement agricole durable [15]. Le choix de l'échelle englobante – un bassin versant – repose sur sa pertinence biophysique, base de jugement des impacts environnementaux [16]. Sa pertinence pour l'action est moins évidente (exploitations à cheval sur plusieurs bassins, tailles et objectifs différents). Dans l'objectif de contribuer à l'évolution des systèmes techniques, et malgré l'absence de coïncidence entre territoire de gestion (les exploitations) et espace concerné (le bas-

sin versant [17]), ce niveau n'en représente pas moins ici une unité pertinente d'animation.

La partie cultivée du bassin versant de la rivière Pérou, situé dans la commune de Capesterre B/E, s'étire sur 6 km depuis le bourg de Capesterre à l'est jusqu'au Parc national de Guadeloupe à l'ouest (*figure 2*). Sa surface agricole utile (SAU) est de 350 hectares pour une surface totale de 600 hectares (hors bourg et Parc). L'altitude varie de 25 m à sa bordure orientale à 450 m en limite du Parc. Sa situation en Côte au Vent le rend sensible aux alizés. Le gradient de pluviométrie respecte celui de l'altitude, de 2 400 mm en bas à 6 000 mm en haut [18], auquel correspond la différenciation des sols d'origine volcanique en brun rouille à halloysites en bas et andosols en haut. Peu de personnes y résident, sinon dans le bas au contact du bourg.

En l'absence de données techniques et économiques, trois enquêtes ont permis de constituer une base de compréhension préalable :

- sur le fonctionnement des exploitations auprès de 35 petits et moyens exploitants sur les 50 recensés dans le bassin ;
- sur la perception des enjeux territoriaux auprès de 22 personnes choisies parmi les acteurs du territoire, agriculteurs et institutionnels ;
- sur la diversification auprès de 10 agriculteurs.

La différenciation des types : histoire et présent

L'analyse du fonctionnement des systèmes d'activités [19] rend compte de la façon dont la famille satisfait ses objectifs socio-économiques. Les unités du bassin comportent trois composantes (*figure 3*) : bananes d'exportation, autres activités agricoles, revenus extérieurs. Leur participation respective à l'élaboration du revenu ainsi que la part de la main-d'œuvre salariée déterminent différents types d'exploitations et de stratégies qui trouvent leur source dans l'historique d'implantation de la banane.

Le bananier a été introduit au XIX^e siècle en Guadeloupe, comme plante d'ombrage du café et du cacao. Deux événements sont à l'origine de sa transformation en

Encadré 2

Le CTE, Contrat territorial d'exploitation

Contrat entre État et agriculteur qui favorise une meilleure interaction :

- entre une agriculture organisée en filière et le développement local
→ gestion des spécificités territoriales
- entre fonctions environnementale, sociale, économique de l'agriculture
→ projet global d'exploitation

Le CTE engage la cohérence globale de l'exploitation. Pour ce faire, il s'appuie sur un diagnostic d'exploitation s'inscrivant dans une stratégie de développement local, en adéquation avec les enjeux environnementaux du territoire identifiés lors d'un diagnostic collectif ou territorial préalable. Le CTE comporte ainsi, en général, un double volet « socio-économique » et « territoire-environnement ».

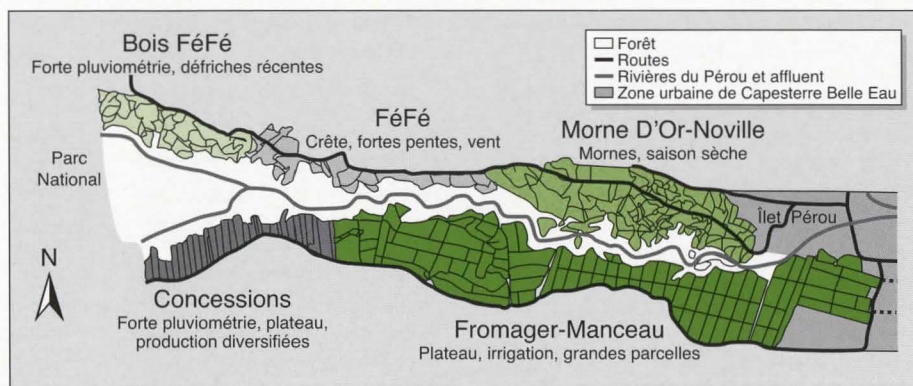


Figure 2. Le bassin versant de Pérou et ses cinq zones agro-écologiques [21].

Figure 2. The Peru catchment area and its five agro-ecological zones [21].

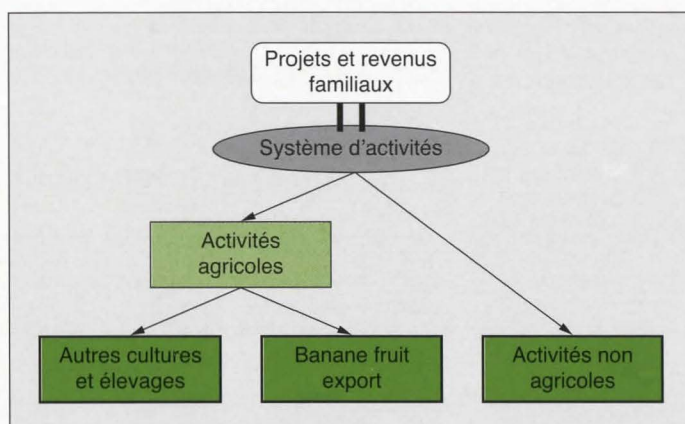


Figure 3. Les trois composantes des unités économiques familiales du bassin [15].

Figure 3. The three components of the « activity system » in the catchment area [15].

culture d'exportation : le « grand cyclone » de 1928, qui a détruit les plantations de café et cacao, et la mise en place de lignes maritimes avec la métropole. La

crise de la canne des années 1970 a achevé d'imposer la banane comme spécialisation dominante dans le sud de la Basse-Terre et la Côte au vent [20, 21],

où elle représente 60 % de la SAU. Les enquêtes ont permis pour partie de rendre compte de la façon dont ces mutations expliquent la diversité des systèmes de production du bassin d'étude et des logiques qui l'animent (figure 4).

Au début du siècle, parallèlement aux grands domaines agricoles issus de la colonisation, s'est constituée une petite propriété par occupation sans titre des terres et, surtout, par la politique des « concessions forestières » promue par l'administration. C'est ainsi que, en 1921, des parcelles de 1 à 2 hectares sont attribuées dans la zone de Concessions (figure 2). Les cultures alors pratiquées étaient le café, le cacao et la vanille ; maintenant, ce sont essentiellement des cultures vivrières. Ces petits propriétaires ont formé la majorité de la main-d'œuvre saisonnière de la centrale sucrière de Marquisat fermée en 1967. Les exploitations correspondantes (20 % des exploitations enquêtées), du type polyculture-élevage (figure 4), ont peu évolué jusqu'à aujourd'hui et se caractérisent toujours par l'attention accordée à la diversité et à la faible utilisation d'intrants. Cette polyculture intensive du point de vue de l'occupation de l'espace vise d'abord à garantir la consommation familiale ; les revenus dégagés par la vente des excédents sur le marché local sont faibles, ces exploitants sont tous pluriactifs. Peu sensible aux aléas, cette agriculture est néanmoins soumise à la pression phytochimique des bananeraies environnantes [22].

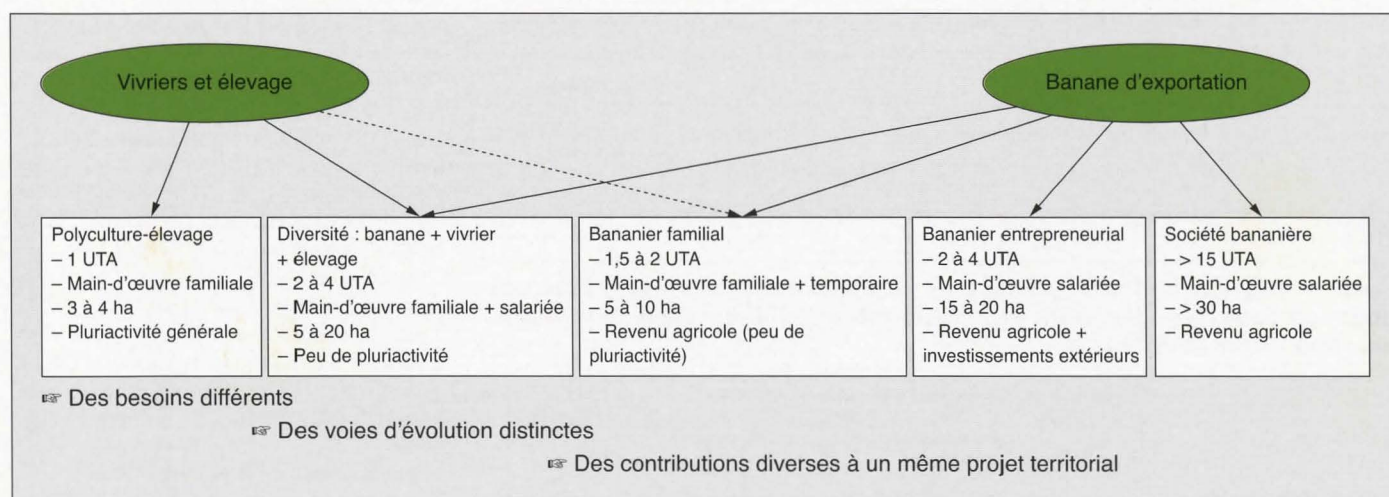


Figure 4. Des systèmes d'activités contrastés au sein d'un même bassin versant. Une première typologie [15].

Figure 4. Contrasting activity systems within the same catchment area. A preliminary typology [15].

Suite à la crise du sucre, les grands domaines canniens des usines (Valleau, Marquisat) occupant le bas et le milieu du bassin versant seront repris sous la forme juridique de sociétés bananières [23], non enquêtées au cours de cette phase. La conjoncture favorable à la banane d'exportation (années 1970-1980) voit se différencier trois autres types d'agriculture autour de sa production.

Tout d'abord, le type bananier entrepreneurial (23 % des exploitations) formé sur un mode opportuniste, bien pourvu en facteurs de productions (terre, main-d'œuvre, capital) et recherchant l'accumulation de capital. La dispersion des parcelles, conséquence de l'augmentation volontariste des surfaces, en accroît la difficulté de gestion. Bien qu'issu du monde rural, l'exploitant diversifie ses activités hors du monde agricole (immo-

bilier) et diminue ainsi la sensibilité des revenus de l'unité familiale aux aléas.

Ensuite, de petits propriétaires – souvent néo-ruraux – se lancent dans l'aventure bananière qui satisfait leur désir de promotion sociale, leur envie d'indépendance et leur besoin de revenus. Le système d'aide à la filière permet de satisfaire ces desseins. Ce type bananier familial (40 % des exploitations) se caractérise par un système de production orienté quasi exclusivement sur la banane, par un accès limité aux facteurs de production (taille et qualité du foncier) et par une trésorerie déficiente qui affectent les capacités de l'exploitant à mettre en œuvre les décisions techniques. Le revenu familial est essentiellement agricole.

Enfin, les exploitations agricoles du type diversifié (17 % des exploitations) ont intégré au cours du temps la banane

dans leur système, aux côtés des productions antérieures. Leur parcellaire morcelé leur permet de moduler leur production en valorisant la variabilité pédo-climatique. La charge de travail est d'autant plus importante que les exploitants participent directement à la commercialisation des produits. Mais les différents systèmes de culture présents sont conduits indépendamment les uns des autres sur l'exploitation, aboutissant à la spécialisation des parcelles, en particulier bananières. Le revenu est essentiellement agricole.

Traits caractéristiques de l'agriculture sur la zone d'étude

L'agriculteur et le planteur

Une stratégie anti-risque

La banane représente 80 % de la surface cultivée du bassin (figure 5). La forte structuration de la filière procure un environnement favorable au développement de la culture : mobilisation des aides aux cultures (tableau 1) ; appui au développement spécifique ; prix garanti ; indemnisation des aléas climatiques. L'extension de la culture et le regroupement des surfaces sont également favorisés par les traitements aériens contre la cercosporiose qui excluent certaines plantes sensibles aux produits épandus et impliquent l'élimination des arbres gênant le passage des avions [24], arbres dont certains par ailleurs contribuent au lien social (don et contre-don du fruit à pain). Il a été montré dans d'autres contextes comment le choix d'un risque technique réduit corrige un risque financier élevé [25]. C'est ici le risque économique limité qui compense le risque technico-financier important. Une situation qui milite paradoxalement en défaveur de la diversité culturale, pourtant généralement considérée [26] comme symbole de stratégie anti-risque, y compris environnemental.

L'acquisition d'un statut social

Les agriculteurs ont aussi vu dans l'adoption de cette culture d'exportation un moyen d'accéder à un statut social supérieur [27], celui de « planteur-entre-

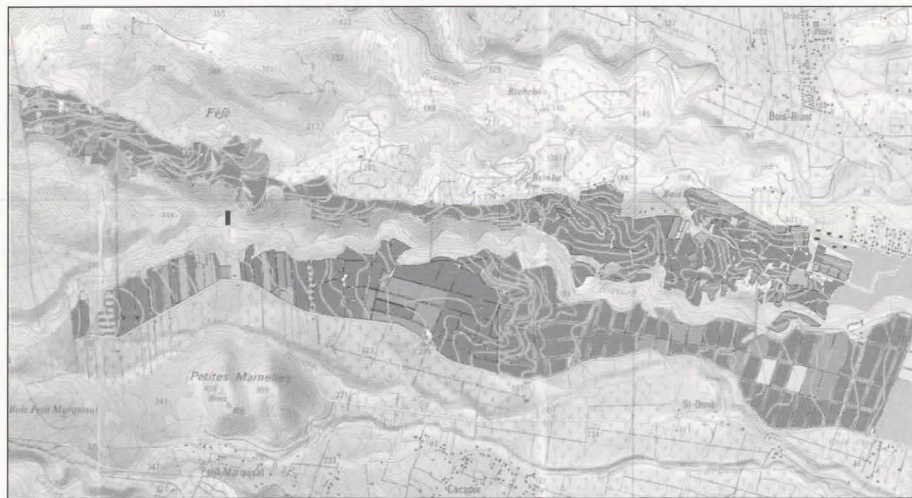


Figure 5. Assolement sur le bassin de la rivière Pérou : la banane côtoie d'autres cultures au sein du bassin versant [23].

Figure 5. Rotation system in the catchment area of the Peru river: bananas are grown beside other crops in the catchment area [23].

Tableau 1

Poids relatifs des surfaces, productions et aides publiques à la production pour les deux grandes cultures d'exportation (chiffres 1999, hors aides exceptionnelles, d'après [37])

	% Surface agricole utile	% Production agricole finale	% des aides à la production
Banane	11	24	70
Canne à sucre	25	17	27

Relative weights of areas, production, and public subsidies for the production of two export crops (figures 1999, excluding one-off subsidies)

preneur ». Une ambition affectée quand la filière se porte mal : la « mal reconnaissance » sociale et économique de leur engagement les démobilise et suscite incompréhension, scepticisme, voire rejet global des alternatives proposées par les services d'appuis.

La diversification des activités

L'objectif d'autoconsommation de certains producteurs se traduit par un taux de « diversification agricole » d'autant plus important que la surface totale de l'exploitation est faible (*figure 6*). Il conduit à la mise en place de systèmes de polyculture et (parfois) d'élevage. Cependant, chez eux, cette stratégie n'est pas intégrée dans les pratiques : les parcelles sont généralement conduites en monoculture et non en rotation, et le système de polyculture-élevage se révèle une juxtaposition de parcelles en monoculture bananière et de parcelles « diversification ». La part de la banane dans l'assolement d'une exploitation ne constitue pas un bon indicateur de son insertion dans les autres systèmes de culture. La « diversification » discernée ici ne se traduit pas par une meilleure « gestion du milieu » et laisse paradoxalement perdurer les méfaits agronomiques de la monoculture (ravageurs, composantes physico-chimiques de la fertilité, baisse tendancielle des rendements). Cette rupture entre stratégie et pratiques affecte la durabilité de ces unités, dans ses aspects économiques et environnementaux.

Ambivalence des représentations des agriculteurs et des institutions

La « diversification » (assimilable dans le contexte guadeloupéen à l'ensemble des activités agricoles orientées vers la consommation locale) et l'agriculture bananière représentent deux mondes distincts, peu conciliables, pour l'administration et pour les agriculteurs (*tableau 2*). Pour les agriculteurs, la « diversification » constitue un monde parallèle dont ils ne parlent pas spontanément à une personne extérieure [22]. Elle s'apparente à une « agriculture de résistance » [28-30], non dite, qui est maintenant revendiquée par certains groupements agricoles au nom de l'identité culturelle et de l'autonomie alimentaire de l'île. De leur côté, les institu-

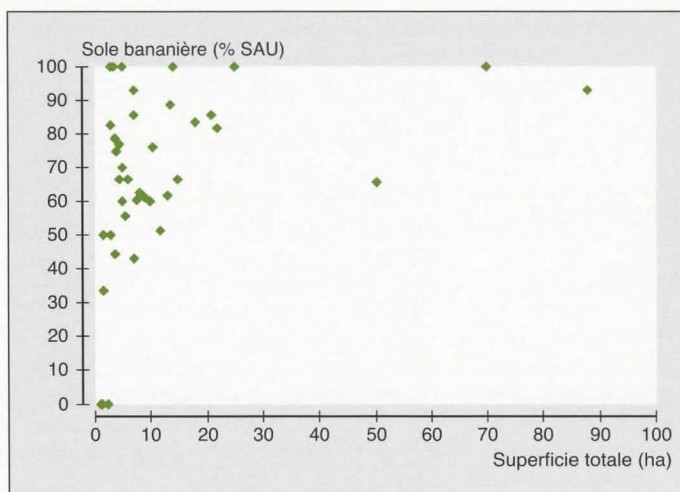


Figure 6. Diversification bananière en fonction de la superficie totale de l'exploitation (données d'enquête préliminaire, 1999).

Figure 6. Banana diversification as a function of the total farm area (data from a preliminary enquiry).

tions enquêtées assimilent l'agriculture aux deux filières canne et banane (synonymes de professionnalisation, emplois et exportation) et tendent à considérer la diversification des activités agricoles et, de façon plus générale, la pluriactivité comme un « obstacle à la professionnalisation des agriculteurs » [27]. Cette opinion reflète les interrogations politiques actuelles relatives aux formes d'exercice de l'activité agricole devant être soutenues [31]. Or, la pluriactivité joue un rôle essentiel dans la sécurisation du revenu familial et la cohésion sociale, et le foncier contribue à la reconnaissance sociale du pluriactif [27].

La trésorerie, facteur limitant de la réussite technique

Comme toute spéculation à coûts opérationnels élevés, la trésorerie constitue la principale limitation au respect des plans

d'action élaborés par les agriculteurs [1, 32], indépendamment de leur pertinence eu égard aux conditions et au contexte de l'exploitation [23]. Cela a des répercussions sur le potentiel prévu, s'agissant d'un fruit d'exportation répondant à des normes strictes. Les délais de paiement de la production, les retards de versements des subventions et, d'une façon générale, les délais longs et imprévisibles de mise à disposition des aides sont incriminés. À cet égard, deux catégories bien nettes se dessinent au sein du bassin versant : les unités de production familiales dont un des membres au moins possède une source de revenu extra-agricole (généralement un salaire), qu'il s'agisse du chef d'exploitation ou d'un autre membre, et les familles dont le revenu est uniquement agricole. Chez ces dernières, l'application du schéma technique est souvent perturbée : elle sera reportée le temps de la reconstitution de trésorerie, parfois par emprunt à court terme (fournisseur, maison d'exporta-

Tableau 2

Culture bananière et diversification : opposition et ambiguïté des représentations

	Agriculture d'exportation	Agriculture « de résistance »
Administrations	Valeur territoriale Exportation Emplois Agriculture moderne	Modérateur socio-économique Non professionnelle « Paysanne »
Agriculteurs	Aliénation, produire pour l'autre Reconnaissance sociale Sécurité économique (débouchés, aides à la production)	Autonomie, produire pour soi Valeur identitaire Lien social Débouchés non garantis

Banana production and diversification: contrasting and ambiguous representations

tion). Les autres familles n'expriment pas de contrainte particulière sur ce point et avouent que c'est parfois le salaire extérieur qui permet de « faire tourner l'exploitation ».

Les carences du système d'information et de communication

L'inégalité devant l'accès à l'information (au sens de l'Agenda 21, Pnud : « des données, des renseignements, des expériences présentées de façon appropriée et des connaissances ») est flagrante. Les sources d'information des agriculteurs interrogés sont hétéroclites (famille, entourage, vendeur, conseiller, livret du planteur), sans qu'on puisse, à cette étape de l'étude, établir une relation précise avec les types d'exploitation. Les schémas techniques ainsi construits ou proposés ne comprennent pas d'outils de raisonnement pour l'ajustement à leurs conditions propres. Avec la récente création du GIE Agroservice, les exploitants commencent par ailleurs tout juste à bénéficier d'une structure d'accompagnement dont la nécessité est à la mesure de l'incertitude, voire de l'angoisse, générée par l'ampleur des risques et des sommes mises en jeu par tout acte technique en culture bananière d'exportation.

L'ignorance fréquente des aides mobilisables en leur faveur (cf. détiqage bovin), la méconnaissance de l'impact des produits utilisés sur l'environnement et sur eux-mêmes (application à mains nues de produits étiquetés « très dangereux ») ou, encore, la difficulté des producteurs à rendre compte de leurs projets révèlent les failles du système de communication. Les décalages entre les attentes de l'administration quant aux vitroplants (variété, assainissement nématologique), leur perception par les agriculteurs (facilité de plantation, coût subventionné) et les pratiques observées (peu de contrôle des réservoirs et vecteurs de virus, remplacement des manquants par des plants contaminés, etc.) illustrent également. Le scepticisme face aux mécanismes incitatifs du CTE en est l'une des conséquences immédiates.

Itinéraires techniques et environnement

Diverses sources d'inquiétudes en matière environnementale et liées à

l'activité bananière peuvent être relevées : l'écart entre les quantités de fertilisants appliquées sur le bassin versant (jusqu'à 600 kg/ha d'azote et 1 000 kg/ha de potassium [33]) et les quantités exportées par la culture (65 et 270 kg/ha respectivement exportés pour 40 t/ha [34]) ; les traitements fongicides aériens à proximité des zones habitées et des cultures non bananières [24], bien que leur mutualisation ait permis de diminuer le nombre moyen d'applications ; la pollution de plusieurs captages [6, 7]. Face à cela, la perception par les agriculteurs du potentiel polluant des produits agrochimiques reste très disparate, de même que les impacts écologiques (concentration dans les chaînes alimentaires). La modification des caractéristiques hydriques des sols (drainage, érosion) par les pratiques agricoles est également mal appréciée ; les pollutions visuelles engendrées par les gaines des régimes et les emballages de produits phytosanitaires, le déversement des eaux de lavage des fruits ou, encore, la qualité des eaux de baignade ne sont pas non plus pris en compte. Le concept de qualité transmis jusqu'ici par les services d'appui a visé les normes du produit et non les façons de produire : une démarche en déphasage avec les demandes sociétales et les dispositions incitatives de la LOA qui conduisent à poser en enjeux d'égale

importance la production et la gestion de l'environnement.

Quelles perspectives pour l'agriculture ?

Des enjeux et des propositions différenciés selon les types

Le contexte « rentier » [35] de la production bananière qui vient d'être brossé amène à s'interroger sur la durabilité des systèmes existants et, donc, sur leur capacité d'adaptation à la nouvelle donne économique et sociétale. L'identification des différentes façons dont les exploitations agricoles de la zone bananière ont réagi face aux changements de leur environnement socio-économique (figure 7) permet de situer les différentes pistes d'évolution.

Le type *polyculture-élevage*, dont la transmission s'est faite sur une longue période, est *a priori* plus respectueux de l'environnement (peu d'intrants, agro-diversité), moins sensible aux aléas contextuels, plus autonome. Il n'assure ici qu'un complément de revenu mais concourt à la viabilité de l'unité familiale et à la durabilité de l'ensemble territorial. La reconnaissance de ce type d'agriculture et sa protection

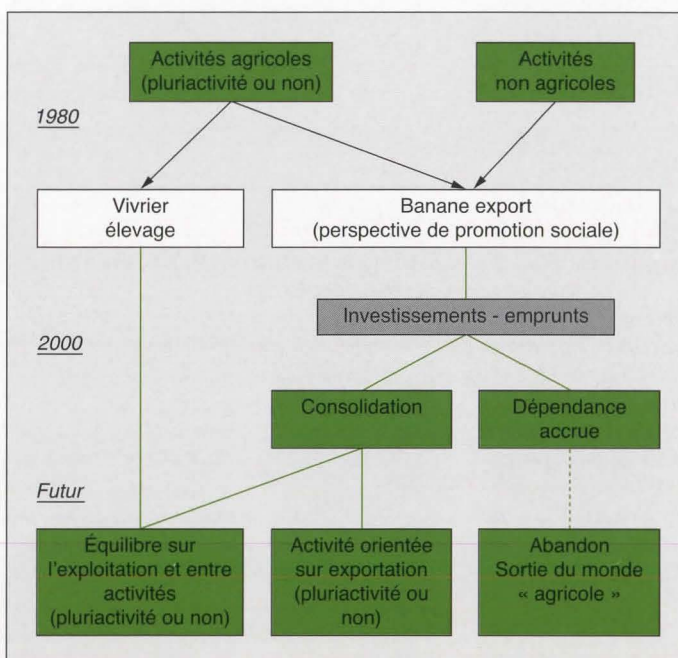


Figure 7. Dynamiques d'évolution des systèmes d'activités sur le bassin versant [15].

Figure 7. Evolutionary dynamics of the activity systems in the catchment area [15].

vis-à-vis des cultures intensives en bordure en représentent les enjeux.

Le type diversifié est lui aussi peu sensible aux aléas et autonome. Sa capacité structurelle à s'orienter vers d'autres spéculations que la banane constitue un atout. La demande en main-d'œuvre est forte. L'itinéraire technique de la banane et la gestion des effluents d'élevage affectent l'environnement. Les enjeux portent sur l'intégration des systèmes de culture en vue de diminuer ces atteintes (rotations, transferts de fertilité). Les aides aux productions non bananières et à leur commercialisation constituent la seconde priorité, avec l'appui au recrutement de main-d'œuvre temporaire.

La banane entrepreneuriale se caractérise par une bonne transmissibilité, une sensibilité moyenne aux aléas et une relativement bonne autonomie. Elle est peu reproductible en raison de l'intensification de la culture bananière. Son exclusivité fait porter les enjeux sur la mise en rotation des surfaces mécanisables (canne à sucre), la stabilisation du revenu agricole et la limitation des atteintes à l'environnement. Un effort particulier sur la qualification/labellisation plutôt que sur la simple satisfaction d'une qualité standard de fruit doit lui permettre de garantir un accès au marché et de renforcer sa viabilité.

Le type bananier familial est le plus sensible. Les unités sont fortement endettées, sensibles aux aléas, non autonomes. Elles n'ont que peu accès aux réseaux d'information et de distribution. Elles ont développé deux stratégies distinctes, en rapport avec l'origine agricole ou non des exploitants : désengagement (réduction des intrants, de la main-d'œuvre, des surfaces cultivées, recherche de sources alternatives de revenu) ; ou intensification (investissements) et/ou agrandissement (location de surface). Cette dernière attitude est souvent une fuite en avant qui fragilise l'exploitation en renforçant sa dépendance par l'endettement. Ces deux options réduisent la transmissibilité de l'exploitation et augmentent le risque de faillite suivie d'une sortie du monde agricole (figure 7). Particulièrement sensibles à la pression des prix du fruit, ces exploitations nécessitent une aide à la restructuration. La satisfaction des normes de qualité standard est une nécessité pour ne pas être exclu du marché. La diversification des revenus (agricoles ou non) peut être un moyen de réduire la dépendance vis-à-vis de ce dernier.

Quelles orientations proposer ?

Au vu de ces situations contrastées, la collectivité peut légitimement s'interroger [36] sur les façons de mettre en place une agriculture économiquement, socialement et écologiquement performante. Trois pistes de réflexion émergent mais les réponses ne font pas l'unanimité.

- La production non exportée représente 60 % de la production agricole finale [37] et constitue à ce titre un secteur essentiel pour le développement durable de l'île. La haute technicité bananière ne constitue pas la seule voie d'évolution à appuyer. À l'échelle de l'exploitation, la diversification agricole accroît son autonomie (autoconsommation, aléas du marché) et permet de satisfaire une demande locale en produits régionaux tout en autorisant la promotion d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement (biodiversité cultivée, diminution des pressions parasitaires liées à la monoculture, maïs aussi paysage, etc.). Les transformations qui affectent le monde rural ne permettent plus de considérer cette agriculture comme une exception [31] et incitent à sa reconnaissance. Son développement passe par l'amélioration de la capacité des institutions à appréhender la diversité des activités en agriculture et de leur combinaison, en mono- ou pluriactivité [38], en vue d'appuis différenciés, ainsi que par l'organisation des producteurs : les associations qui se sont mises en place autour de l'ananas et de l'igname constituent un pas important en ce sens.

- La question de la capacité des aides sectorielles à appuyer la durabilité, à répondre aux besoins des types d'exploitation et aux demandes sociétales est entière. Les bases de données pour l'évaluation de leur influence sur le fonctionnement des exploitations n'existent pas. Leur diversité laisse présager des différences autant sur les coûts de production marginaux que sur la destination finale des aides et leur réinvestissement dans la filière. Par ailleurs, le mode de prise en compte (taux, temps de remise en production) des dégâts sur culture (cyclone, sécheresse, etc.) et les délais de remboursement ou de mise à disposition des aides sont insatisfaisants. En ne réglant pas la trésorerie, premier problème des agriculteurs de ces zones (cf. *supra* et [1]), cette gestion ne rend-elle pas l'aide contre-productive ? Elle incite, voire oblige les agriculteurs à emprunter [4] et

les prêteurs potentiels à prêter, à des taux élevés [32].

- Enfin, si l'analyse de groupe du Cger [32] accreditte l'idée que « la banane permet des revenus plus élevés », elle montre aussi que sa culture aboutit à des systèmes fragilisés : endettement moyen de 17 840 €/ha en 1997 [32], à rapprocher des 4 000 €/ha observés pour l'ensemble des exploitations fruitières françaises la même année [39] ; trésorerie insuffisante ; faible transmissibilité. Bien que le rendement de la banane soit loin d'expliquer à lui tout seul les performances économiques des unités de production [2], c'est sur lui que se construit le système d'aide à la production agricole (tableau 1) : il constitue un « révélateur particulier et très valorisé » [40] du développement agricole. La confusion entre certains indicateurs de performance biotechniques et la qualité du fonctionnement global de l'exploitation conduit à la fausse route d'assimiler l'avenir des exploitations agricoles et de la région agricole entière à celui de la production bananière.

Conclusion : vers un nouveau contrat social

L'approche filière a été l'approche privilégiée par la politique agricole française, puis européenne : les aides aux produits, à la filière ou aux agriculteurs de la filière en constituaient les outils, sur la base d'une analyse sectorielle bien rodée. La loi d'Orientation agricole (LOA) change cela : l'application de cette approche territoriale, « ménagère » de l'environnement prenant en compte la diversité, représente une révolution méthodologique et culturelle qui ne se mettra pas en œuvre spontanément. En zone bananière de Basse-Terre, la réduction de l'agriculture à sa seule fonction de production pour l'exportation s'oppose formellement à sa durabilité exigée par la société. L'activité agricole ne peut plus s'y exclure de la définition du « nouveau contrat social » [41] prôné par la LOA et doit inventer les formes de sa contribution et de son insertion dans le développement territorial.

La diversité des modes de production et des objectifs mise en évidence ne permet plus de tenir un discours unique : les

Summary

Monoculture for exportation and sustainable agricultural development: the case of the banana sector in Guadeloupe

M. Dulcire, P. Cattan

The banana sector in Guadeloupe is facing an economic crisis coupled with growing concern about the environmental impact of banana production techniques. The French Law of Agricultural Orientation (LOA) of 1999, by having a new glance on agriculture, represents an opportunity in order to help farmers to evolve to more sustainable systems of production. The incentives of the contracts (CTE) that the Law proposes between the State and farmers require to apprehend the overall context of agricultural production and to identify the various functions filled by the agricultural systems of the banana-growing zone. This article presents the results of a preliminary series of inquiries conducted for this purpose at a watershed level, as part of the research programme entitled "Interactions between the agriculture and the environment in the banana crescent". The typology of the different farming systems is illustrated in Figure 4. The importance of exported banana production cannot be fully explained by the fact that the banana commodity system is fully structured and its market guaranteed. Some parameters, such as indebtedness or non-agricultural employment, have as much impact on the functions of the system as the developments that are likely to affect the production units. The diversification of activities also plays an important role in terms of economic viability and natural resource management. However, institutional support is mainly geared towards the banana sector and fails to take into account the farming system level.

The different activities are based on bananas, other agricultural activities, and non-farming activities (Figure 3). There is considerable conflict between farmers' and administration' perception (Table 3). In this context, the main issue is to recognize the functions fulfilled by the different farming systems in the area so as to make their regional integration easier. The territorial farming contracts are an incentive to encourage this development (Inset 2).

Cahiers Agricultures 2002 ; 11 : 313-21.

innovations techniques ou économiques ne peuvent pas s'appliquer uniformément à chacun. Il n'est pas sûr ainsi que les itinéraires techniques recommandés en vue de l'obtention d'un fruit répondant au standard d'exportation [42] soient compatibles sur toutes les exploitations avec l'optimisation contractuelle des impacts environnementaux, sans modification profonde de leurs systèmes de production. La mesure CTE « banane pérenne d'altitude » [43], qui propose d'appuyer la mise en œuvre d'un itinéraire technique raisonné, plus respectueux du milieu, et la définition d'un cahier des charges collectif afin de valoriser les conditions de production particulières d'altitude, constitue une forme de cette reconnaissance de la diversité des agricultures, mais qui reste à valider.

Les déterminants des stratégies bananières résident non dans la filière elle-même mais au sein de l'exploitation et, plus largement, du système d'activité. En proposant comme critère d'efficacité la capacité de l'agriculture à répondre dans le temps aux demandes des acteurs du territoire, on a vu qu'il est déjà possible de définir un certain nombre d'enjeux spécifiques aux types d'exploitation identifiés. Dans ce but, on ne peut pas faire l'économie d'un diagnostic quantifié qui précise les fonctions environnementales, économiques et sociales de l'agriculture et les enjeux de développement territoriaux.

Cette évaluation précise des impacts environnementaux de l'agriculture doit permettre d'alimenter les « négociations territoriales » [44] entre agriculteurs et autres usagers de l'espace rural, dont les CTE sont un des résultats.

Enfin, ces travaux font s'interroger sur la pertinence d'une contractualisation de pratiques, voire de systèmes de culture, qui ne prendrait pas en compte l'échelle du système de production [45]. La gestion séparée de l'agriculture bananière d'exportation et de « l'autre » agriculture, tant par les institutions que par les agriculteurs, représente l'obstacle principal à l'insertion de l'agriculture dans un développement local durable : c'est une des leçons que l'élaboration des prochains CTE locaux (« territorialisés ») doit prendre en compte.

Issu d'un travail exploratoire sur un bassin versant, cet article ne prétend pas tout régler : il constitue le premier exercice d'un autre regard porté sur une réalité complexe. Une partie des propositions relève d'hypothèses à consolider et à objectiver : il appartient à la recherche non d'avoir raison mais de faire évoluer la vision des agriculteurs et de l'ensemble des acteurs sur eux-mêmes en alimentant la négociation entre producteurs, société et pouvoirs publics par des connaissances de différente nature. Car la refondation qu'appelle la LOA sera le fait de

l'ensemble des acteurs : elle requiert en particulier la pleine collaboration d'exploitants que les crises successives ont rendu méfiants. Une participation également indispensable afin de faire évoluer les CTE depuis les mesures génériques actuelles vers la définition de CTE « locaux » dont on a montré [46] qu'ils assurent de meilleure façon l'intégration harmonieuse de l'agriculture dans l'aménagement territorial ■

Références

1. Cnasea. *Les producteurs de bananes en difficulté (département de la Guadeloupe) : rapport de la mission Banadif*. Basse Terre (Guadeloupe) : Cnasea – MAP, 1997 ; 28 p. + annexes.
2. Mallessard R. *Pré-diagnostic de la filière de production banane de Guadeloupe : rapport de mission*. Montpellier : Cirad-FIhor, 1998 ; 71 p. + annexes.
3. Neuschwander C. *Les chantiers majeurs du développement des Antilles françaises : rapport de la mission MCN*. Paris, MCN, 1997 ; 47 p.
4. Mossé E. *Quel développement économique pour les départements d'Outre-mer ? Rapport au gouvernement*. Paris : Odeadom, 1999 ; 70 p. + annexes.
5. Rouget P. *Les travailleurs de la banane au régime sec*. Volcans 2001 ; 44 : 27-9.
6. Service de protection des végétaux (SPV). *Compte rendu de réunion de la profession agricole sur les pesticides*, 9 mai 2000. Guadeloupe, 2000 ; 7 p.

7. Mejía Mesa GA, Gomez Lopez JS. El cultivo del banano y el medio ambiente. In : *Bananos y plátanos con el mejor entorno ambiental*. Robayo Vanoy G, ed. Santafé de Bogotá (Colombie) : Cominpu, 1997 : 135-9.
8. Grugeaux-Etna MF. Pollution de l'eau : 4 années de silence. *Sept-Magazine* 2000 ; 1089 : 11-3.
9. Dorel M. Travail du sol en bananeraie : cas des andosols. *Fruits* 1993 ; 48 : 77-82.
10. Loeillet D. Le commerce de la banane et ses enjeux. *CR Acad Agric Paris* 2001 ; 87-6 : 111-8.
11. Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Mise en œuvre des contrats territoriaux d'exploitation. Circulaire DEPOSE/SCEA Paris : ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 1999 ; 65 p. + annexes.
12. Landais E. Agriculture durable : les fondements d'un nouveau contrat social. *Courrier de l'Environnement de l'Inra* 1998 ; 33 : 5-22.
13. Balland P, Mestres R, Fagot M. Évaluation des risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires en Guadeloupe et Martinique : rapport. Paris : ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement/ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 1998 ; 96 p.
14. Avenier MJ. *Ingénierie des pratiques collectives – La cordée et le quatuor*. Coll. Ingenium. Paris : L'Harmattan, 2000 ; 462 p.
15. Cattin P, Dulcire M. Quelle prise en compte de l'environnement par l'activité agricole ? Gestion de la qualité des sols et des eaux par l'agriculture en zone bananière, dans le cadre d'une politique incitative. Guadeloupe : Cirad, 2000 ; 4 p.
16. Benoît M, Deffontaines JP, Gras F, Bienaimé E, Riela-Cosserat R. Agriculture et qualité de l'eau. *Cahiers Agricultures* 1997 ; 6 : 97-105.
17. Chia E. Le bassin d'alimentation peut-il être un objet de gestion ? Le point de vue d'un économiste. *Cahiers Agricultures* 1997 ; 6 : 103-4.
18. Morel M. *La Guadeloupe au fil de l'eau*. Petit Paris : CCCE, 1994 ; 121 p.
19. Paul JL, Bory A, Bellande A, Garganta E, Fabri A. *Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité*. Actes du symposium Recherches-système en agriculture et développement rural. Montpellier : Cirad, 1994 : 46-52.
20. Mardivirin M. Les évolutions de l'agriculture en Guadeloupe, caractéristiques et enjeux. In : Bonnal P, Dulcire M, eds. *La multifonctionnalité de l'agriculture et la mise en place des CTE dans les DOM*. Actes du colloque Guadeloupe 2000, Cirad-Tera (à paraître).
21. Raudzuel R. *Introduction à la sociologie du développement en Guadeloupe*. Paris : Publisud, 1995 ; 116 p.
22. Premsing C. *Quel avenir pour les agriculteurs du bassin versant de l'île Pérou ?* Rapport de stage BTSA II, LEGTA Convenance et Cirad-Tera, 2000 ; 17 p. + annexes.
23. Amoravain V. *Analyse du système agraire sur un bassin versant bananier en Guadeloupe*. Mémoire d'ingénieur Isara-Cnearc, Montpellier, 2000 ; 88 p. + annexes.
24. Julien D. *Diagnostic du bassin versant du Pérou*. Rapport de fin d'études, Ensat et Cirad-Tera, 2000 ; 51 p. + annexes.
25. Brossier J. Risque et incertitude dans la gestion de l'exploitation agricole. Quelques principes méthodologiques. In : Milleville M, Eldin M, eds. *Le risque en agriculture*. Paris : Orstom, 1989 : 25-46.
26. Larrère R, Vermersch D. Agriculture et environnement : l'économie rurale revisitée. *Économie Rurale* 2000 ; 255-256 : 104-13.
27. Julien D. *Agriculture de résistance en Guadeloupe : éléments d'une dialectique de la dépendance*. DEA Essor, Ensat et Université le Mirail, 2000 ; 57 p.
28. Amin S. *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris : Éditions de Minuit, 1973 ; 384 p.
29. Fanon F. *Les damnés de la terre*. Paris : Maspéro, 1961 ; 143 p.
30. Mérian J. Dépendance et résistance, le vrai visage de la Guadeloupe. *Volcans* 2000 ; 39 : 14-6.
31. Laurent C, Rémy J. L'exploitation agricole en perspective. *Courrier de l'Environnement de l'Inra* 2000 ; 41 : 5-22.
32. CGER Guadeloupe. *Analyse de groupe banane* 1997. Basse-Terre : CGER, 1998 ; 57 p.
33. Amoravain V, Cattin P, Dulcire M, Julien D. *Contribution à la durabilité des systèmes de production agricoles des territoires bananiers*. Support de restitution, juillet 2000 ; 38 p.
34. Sicabam. *Le manuel du planteur*. Martinique : Sicabam, 1998 ; 106 p.
35. Dumaz B. *Guadeloupe, économie agricole, le malaise à fleur de sable*. Paris : L'Harmattan, 1986 ; 172 p.
36. Godard O. Le développement durable : pay-sage intellectuel. *Natures, Sciences, Sociétés* 1994 ; 2 : 309-22.
37. DAF Guadeloupe. La mise en place des CTE en Guadeloupe : approche institutionnelle locale, état des lieux, perspectives. In : Bonnal P, Dulcire M, eds. *La multifonctionnalité de l'agriculture et la mise en place du CTE dans le Dom*. Actes du colloque Guadeloupe 2000, Cirad-Tera (à paraître).
38. Zébus MF. Paysannerie et économie de plantation. Le cas de la Guadeloupe 1848-1980. *Ruralia* 1999 ; 5 : 1-18.
39. Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. *Rica France, tableaux standards* (1997). Paris : Agreste, 1999 ; 200 p.
40. Sébillotte M. L'agronome face à la notion de fertilité. *Natures – Sciences – Sociétés* 1993 ; 1 : 128-41.
41. Léger F. Les CTE, une approche contractuelle fondée sur la reconnaissance de la localité. In : Bonnal P, Dulcire M, eds. Montpellier : Cirad (à paraître).
42. Ganry J. Maîtrise de la culture du bananier pour une production raisonnée face aux nouveaux défis. *CR Acad Agric Paris*, 2001 ; 87-6 : 119-28.
43. Dorel M. Contrats territoriaux d'exploitation (CTE) pour les exploitations bananières de Guadeloupe : proposition pour une mesure « bananeraie pérenne d'altitude ». *FruiTrop* 2001 ; 74 : 6-8.
44. Beuret JE. Petits arrangements entre acteurs... Les voies d'une gestion concertée de l'espace rural. *Natures – Sciences – Sociétés*, 1999 ; 7 : 21-30.
45. Bonnal P, Dulcire M. La multifonctionnalité de l'agriculture et la mise en place des CTE dans les DOM. In : Actes du séminaire Guadeloupe 2000, Cirad-Tera (à paraître).
46. Pech M, Ruas JF. Agri-environnement et comportement des agriculteurs. *Courrier de l'Environnement de l'Inra* 1999 ; 36 : 77-80.

Résumé

Les exploitations bananières de Guadeloupe vivent une crise économique qui se double d'une appréhension sociétale quant à l'impact environnemental des techniques mises en œuvre pour produire le fruit. La loi d'Orientation agricole (LOA) française de 1999, en posant un regard nouveau sur l'agriculture, représente une opportunité afin de les aider à évoluer vers des systèmes de production plus durables. Le dispositif incitatif des contrats entre État et agriculteurs que la loi propose requiert d'appréhender l'ensemble du contexte de la production agricole et d'identifier les différentes fonctions remplies par les agricultures de la zone. Cet article présente les premiers résultats d'un projet « Interactions agriculture et environnement dans le croissant bananier de Basse-Terre ». La spéculation bananière qui y prédomine n'explique pas à elle seule les différents types de fonctionnement d'exploitation identifiés. La diversification des activités joue un rôle essentiel dans la viabilité économique des exploitations et la gestion des ressources naturelles. Dans ces conditions, un des enjeux majeurs en vue de faciliter leur intégration territoriale porte sur la reconnaissance différenciée des fonctions assurées par les agricultures de la zone. Le dispositif incitatif des contrats territoriaux d'exploitation représente une opportunité pour favoriser cette mutation.